

COUR DE CASSATION

Première présidence

ORad

Pourvoi n° : Q 12-22.624

Demandeur : la caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes

Défendeur : M. Lebonnois et autre

Requête n° : 1581/12

Ordonnance n° : 90447 du 11 avril 2013

ORDONNANCE

ENTRE :

M. Pierre Lebonnois,

SCP Gatineau et Fattaccini, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,

ET :

la caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes,

SCP Waquet, Farge et Hazan, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,

Nous, Mme Vallée, conseiller délégué par le premier président de la Cour de cassation,

Assisté de Mme Hotte, greffier,

Vu la requête du 3 décembre 2012 par laquelle M. Pierre Lebonnois a demandé, par application de l'article 1009-1 du code de procédure civile, la radiation de l'affaire inscrite sous le numéro Q 12-22.624 à la suite de la déclaration de pourvoi formée le 20 juillet 2012 par la caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes, et entendu la SCP Gatineau et Fattaccini en ses observations ;

Vu les observations en défense produites les 28 décembre 2012 et 14 janvier 2013 par la SCP Waquet, Farge et Hazan et celles en réplique produites le 5 mars 2013 par la SCP Gatineau et Fattaccini ;

Après avoir recueilli l'avis de M. Domingo, avocat général, lors des débats du 7 mars 2013 ;

Avons rendu l'ordonnance ci-après :

Attendu que par arrêt du 23 mai 2012, la cour d'appel de Montpellier a prononcé diverses condamnations à l'encontre de la demanderesse au pourvoi ;

Attendu que pour solliciter la radiation de l'affaire du rôle de la Cour, M. Pierre Lebonnois invoque l'inexécution de l'arrêt frappé de pourvoi ;

Attendu que la caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes ne justifie pas de l'exécution de l'arrêt attaqué en ce qui concerne l'obligation d'intégrer au nouveau calcul de la pension de vieillesse les trimestres antérieurs à 1979 en tant que trimestres ayant fait l'objet de cotisations (arrêt de la cour d'appel de Montpellier p.9) ;

Que, dans ces conditions, il y a lieu de radier l'affaire du rôle de la Cour ;

PAR CES MOTIFS :

Faisant application des dispositions de l'article 1009-1 du code de procédure civile, sur la requête de M. Pierre Lebonnois ;

Disons qu'est radiée l'affaire inscrite sous le numéro Q 12-22.624.

Fait à Paris, le 11 avril 2013

Le greffier,

Le conseiller délégué,

Mme Hotte

Mme Vallée